

République Française — Département de la Somme — 4[e] Circonscription

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Électrices, Électeurs,

Depuis 9 années nous subissons la politique du grand capital. Le Président du Conseil et plusieurs ministres sont banquiers ou membres des conseils d'administration des grosses sociétés capitalistes.

Tous ces hommes servent les intérêts égoïstes d'une infime minorité au détriment de vos intérêts les plus légitimes.

Au moment où la science et la technique viennent améliorer considérablement le revenu national :

- LA PRODUCTION INDUSTRIELLE A AUGMENTE DE 60 % DEPUIS 1957,
- LA PRODUCTIVITE, DE 50 %. Chaque salarié produit aujourd'hui en 40 heures autant qu'en 60 heures en 1957.
- **Cependant, le pouvoir d'achat de la plupart des salariés stagne, et même, pour certaines catégories défavorisées, régresse.**
- **QUATRE MILLIONS ET DEMI DE SALARIES GAGNENT MOINS DE 600 FRANCS PAR MOIS.** C'est le cas pour la majeure partie des ouvriers de notre département.

Ce sont les travailleurs français qui ont la plus longue semaine de travail de tous les pays d'Europe.

- **LE POUVOIR S'OPPOSE A L'ABAISSEMENT DE L'AGE DE LA RETRAITE**
- NOS VIEUX PAPAS, NOS VIEILLES MAMANS, après une existence de labeur, terminent leurs jours au bord de la misère avec des retraites maintenues à un niveau anormalement bas.
- **LE RÉGIME SE MONTRE INCAPABLE D'ASSURER L'AVENIR DE NOTRE JEUNESSE.**

Nombreux sont les jeunes qui ne trouvent pas d'emploi à la sortie de l'école et souvent les plus de 40 ans se voient fermer les portes.

Le V[e] Plan Gaulliste ruine et exproprie la paysannerie laborieuse.

Dans notre département, depuis 1957, on compte déjà 4.850 exploitations agricoles de moins. Or, le plan gaulliste prévoit que plus du tiers des exploitations restantes disparaîtront avant 1985.

La concentration menace également **artisans et commerçants** que le pouvoir accable d'impôts.

La population laborieuse paie la plus grosse part de l'impôt.

Elle supporte en fait, sous forme d'impôts directs ou indirects, 85 % de la charge fiscale de l'Etat. Le nombre des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu a plus que doublé depuis 1958.

En revanche, la part des sociétés capitalistes n'est que de 8 %.

Les difficultés s'accroissent. Les femmes, tout particulièrement, sont à même de le constater.

Pour les salariés de toutes catégories, ouvriers, techniciens, cadres, la **politique de concentration capitaliste signifie** réductions d'horaires et de salaires, licenciements, déclassement et chômage, comme à ABBEVILLE chez Margot et dans la VALLÉE DE LA NIEVRE.

Le V[e] Plan prévoit 610.000 chômeurs pour 1970.

Le gouvernement ignore les revendications des **Anciens Combattants** et porte atteinte aux droits acquis.

LA RÉFORME ADMINISTRATIVE MET EN CAUSE LES LIBERTÉS FONDAMENTALES DES COMMUNES, à qui l'Etat réduit par ailleurs les subventions.

LE POUVOIR SACRIFIE L'EQUIPEMENT SOCIAL DU PAYS, L'ÉDUCATION NATIONALE, A LA RUINEUSE ET INUTILE FORCE DE FRAPPE.

Nous sommes loin de l'optimisme béat des ministres et des candidats de l'U.N.R., dont Me Pascal, qui disent tous les jours : « Tout va bien ».

En finir avec le Pouvoir personnel

Le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, dès 1958, a combattu le pouvoir personnel. Il propose de lui substituer un régime nouveau, qui, dans la stabilité, œuvrerait à l'accroissement continu du bien-être de tous ceux qui vivent du fruit de leur travail.

Dans ce but, il a élaboré un programme de démocratie véritable, d'expansion économique, de progrès social, d'indépendance nationale et de paix.

Ce programme a été présenté à différentes reprises. Il est réaliste. Il propose des solutions et les moyens concrets de les satisfaire.

Il est possible :

- **d'augmenter les salaires, traitements, retraites et pensions,**
- **d'abaisser l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes,**
- **d'accorder une juste rémunération du travail paysan, d'aider la coopération agricole sous toutes ses formes,**
- **de consacrer plus au logement, aux hôpitaux, à l'enseignement, à l'équipement rural et urbain,**

A CONDITION : de prélever sur les super-profits capitalistes, de nationaliser les grands monopoles, de réaliser une réforme fiscale démocratique, de supprimer nombre de dépenses improductives, et, en premier lieu, la force de frappe ce qui suppose une politique de Paix et de Coexistence Pacifique.

La stabilité du nouveau régime serait fondée sur l'entente des partis démocratiques autour d'un programme commun de gouvernement, et sur le soutien actif de la population.

Pour aboutir à cette union, le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS n'a ménagé aucun effort. L'accord conclu avec la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste est un pas important dans cette voie. Il doit permettre de porter un coup sérieux au pouvoir gaulliste.

Les communistes sont les plus actifs artisans de l'union de la gauche.

Pour appuyer cette politique d'union, pour renforcer son action au Parlement, il est donc important que le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS gagne des voix et des sièges. La présence de nombreux députés communistes est la meilleure garantie que les intérêts de tous ceux qui vivent du fruit de leur travail seront bien défendus.

Il faut assurer la relève démocratique du gaullisme. Mais nous ne voulons pas de retour au passé (symbolisé par la collusion d'une partie de la gauche avec la droite) qui n'apporterait que de nouvelles désillusions.

L'EXPÉRIENCE L'A MONTRÉ :

Il n'y a pas en France, de gauche véritable ni de politique de progrès social et de paix, SANS LES COMMUNISTES.

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS, LE 5 MARS,

VOTEZ Paul HÉDÉ

Candidat du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

pour l'union des forces de gauche et démocratiques

Remplaçant éventuel : **Blanche AURIOL**

Vu, le candidat :

IMP. LAFOSSE - ABBEVILLE